

Internet n'est pas mort, il bouge encore

PAR JÉRÔME HOURDEAUX
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 25 JUILLET 2014

Depuis les révélations d'Edward Snowden, le Net déprime : crise d'identité, perte de confiance, désillusion... Au point que certains affirment qu'Internet est déjà mort. Face à ce blues, les hacktivistes tentent d'ouvrir leur communauté au grand public pour réparer ce qui peut l'être et, surtout, investir le champ politique.

Internet va mal. Selon certains, il est même agonisant, voire déjà mort. Le réseau des réseaux, la Toile libertaire à l'origine du Mai-68 numérique des années 90, est rongé de l'intérieur par le capitalisme qui a réussi à transformer en multinationales avides de données sur les personnes les start-up fondées par des hippies. Ses fondements sont gangrénés par les internautes eux-mêmes qui, délaissant les sites personnels et la production de contenu au profit des réseaux sociaux, ont transformé ce qui devait être un cerveau collectif en une machine à clics et à *retweets* vides de sens. Et le coup de grâce a été porté il y a environ un an lorsque, grâce aux révélations d'Edward Snowden, le monde du numérique a pris peu à peu conscience de la mainmise des agences de renseignement sur le réseau, que ce soit sur les contenus, les communications, épluchées à volonté, ou sur l'infrastructure elle-même, gangrénée et pervertie par des attaques directes des « hackers » de la NSA.

Ce diagnostic n'est pas le fait de quelques charlatans, marchands de sécurité informatique ou pseudo-experts. Il est partagé, à divers degrés, par de nombreux spécialistes, parmi les plus réputés, et il a été posé il y a déjà plusieurs années.



La première alerte majeure a été lancée au mois d'août 2010 par le magazine américain *Wired*, dans un dossier intitulé *The Web is Dead. Long Live the Internet* (*Le Web est mort. Longue vie à l'Internet*), qui a suscité de nombreuses et vives réactions. Le constat du magazine est le suivant : le Web a été, à l'origine, conçu comme un moyen d'accéder à Internet via un navigateur permettant à chaque ordinateur de se connecter à n'importe quel site. Mais l'explosion de l'Internet mobile et des applications pour téléphones ou tablettes est en train de détruire cette architecture. Désormais, les utilisateurs ne « naviguent » plus sur Internet, mais se connectent à une série d'applications téléchargées au préalable et ne permettant d'accéder qu'à un seul et unique service. « Vous vous réveillez et vérifiez vos emails sur votre iPad à vos côtés – c'est une application », écrivait *Wired*. « Pendant le petit déjeuner, vous épluchez Facebook, Twitter et le New York Times – trois applications de plus. Sur le chemin du bureau, vous écoutez un podcast sur votre smartphone. Une autre application. Au travail, vous feuillotez un flux RSS dans un lecteur et vous avez des discussions sur Skype ou une messagerie

instantanée. Encore des applications. (...) Vous avez passé la journée sur Internet, mais pas sur le Web. Et vous n'êtes pas le seul. »

Il y eut également, en janvier 2011, alors qu'Internet commençait à redorer son blason en jouant un rôle central lors des différentes révolutions du Printemps arabe, le livre du chercheur Evgueni Morozov *The Net Desillusion: The Dark Side of Internet Freedom* (*La Désillusion du Net : le côté obscur de la liberté sur Internet*). L'écrivain s'y livre à une critique implacable de ce qu'il qualifie de « *cyberutopie* » : l'idée selon laquelle Internet et la technologie auraient obligatoirement une vertu émancipatrice, alors qu'ils offrent, selon lui, des outils d'oppression inédits aux dictateurs et régimes autoritaires. L'affaire Snowden lui donnera quasiment raison.

Enfin, en janvier 2013, Jaron Lanier publie *Who Owns the Future? (À qui appartient l'avenir ?)*, dans lequel le chercheur en informatique, essayiste et pionnier de la réalité virtuelle, se livre à une critique du modèle économique reposant sur la gratuité. Selon Lanier, des sociétés telles que Google ou Facebook ont construit leur fortune en exploitant les données personnelles fournies, gratuitement, par les internautes. Ces multinationales ont ainsi capté une part considérable des richesses nationales tout en détruisant de nombreux emplois, notamment dans les services, menaçant l'existence même des classes moyennes.

Même si elles ont suscité de vifs débats, ces critiques n'ont guère entamé l'optimisme global qui régnait encore à l'époque et leurs auteurs ont longtemps été traités de Cassandra. Puis il y a eu les révélations d'Edward Snowden. Le 6 juin 2013, le *Guardian* publie le premier article tiré des documents fournis par l'ex-employé de la NSA. Depuis, quasiment chaque semaine est marquée par une nouvelle affaire d'espionnage pratiqué par l'agence américaine ou l'un de ses alliés. Au fil des mois, les révélations du lanceur d'alerte ont permis de lever le voile sur un dispositif de surveillance mondial d'une ampleur insoupçonnée.

Non seulement la NSA a la possibilité de surveiller quasiment n'importe quel ordinateur ou communication, mais en plus l'agence n'hésite pas à employer des méthodes agressives. On a ainsi appris que l'agence piochait directement des informations dans les serveurs des grands sites et réseaux sociaux, que ce soit avec ou sans leur accord. Elle a également tenté d'affaiblir certains des outils de chiffrement prisés des hacktivistes. Grâce à une unité de hackers, la NSA s'est également livrée à des attaques de grande envergure contre des réseaux sensibles, infiltrant par exemple celui de l'opérateur belge Belgacom dont dépendent les institutions européennes. Mais surtout, l'agence américaine et ses alliés, notamment britanniques, ont affaibli l'infrastructure même du réseau en s'attaquant aux câbles transatlantiques par lesquels transitent les communications entre les principales zones géographiques du monde, et aux routeurs de cœur de réseau, points de congestion du trafic.

Les révélations d'Edward Snowden ont été un choc pour l'opinion publique, mais plus encore pour la communauté des hacktivistes. Soudainement, les pires théories, les scénarios les plus sombres, la possibilité d'un Internet totalement sous contrôle avec *Nulle part où se cacher*, titre du livre de Glenn Greenwald, l'un des journalistes ayant recueilli les documents d'Edward Snowden, devenaient crédibles. Au mois de décembre 2013 à Hambourg, en Allemagne, lors de **la cérémonie d'ouverture du 30^e congrès du Chaos Computer Club (30C3)**, le principal groupe de hackers européen, l'artiste britannique Tim Pritlove résumait ainsi l'ambiance : « *Nous sommes sortis d'un mauvais rêve pour nous rendre compte que la réalité était bien pire. »*

« Pourquoi n'avons nous rien fait ? »

Parallèlement, les critiques de fond sur l'évolution d'Internet et son influence sur la société ne cessent de se multiplier. Au mois de novembre dernier, le célèbre juriste américain, ardent défenseur des libertés numériques, Lawrence Lessig se disait ainsi « *pas sûr qu'Internet soit bon à moyen terme* ». « *Aujourd'hui, il amplifie les pathologies de la société,*

(...) favorise l'extrémisme politique, diabolise les adversaires politiques, déstabilise les gouvernements. Il est à l'origine d'une dynamique pathologique. »

« Internet a à peine plus de trente ans et il est sur le point de disparaître », prédisait, en début d'année 2014, Boris Beaudé, géographe au sein du laboratoire Chôros de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, dans son livre *Les Fins d'Internet*. « La situation d'Internet est délicate, mais relativement claire. À mesure qu'il devient un espace mondial, il exige une gouvernance mondiale. Internet se diffuse non seulement spatialement, mais aussi socialement, s'immisçant dans des pratiques de plus en plus nombreuses, allant de la finance à l'éducation en passant par la culture ou l'intimité. Ce potentiel d'interaction sociale est tout à fait inédit, mais il se traduit, comme pour tout autre espace, par l'émergence de nouvelles pratiques, de nouveaux acteurs et des conflits d'intérêts à la hauteur de ce potentiel. »

« À présent », poursuit Boris Beaudé, « l'ouverture structurelle d'Internet ainsi que sa mondialité est confrontée à des revendications multiples, dont la plupart sont contradictoires. Des firmes transnationales telles que Google et Facebook aspirent au contrôle réticulaire d'Internet et à la normalisation des valeurs individuelles. Cette stratégie réticulaire développe ce que l'on peut appeler une hypercentralité, c'est-à-dire une concentration de la majeure partie des pratiques au sein d'un nombre limité d'espaces. Par ailleurs, des organisations régionales telles que l'Union européenne, mais aussi des États de plus en plus nombreux tels que la Chine, l'Iran, mais aussi l'Allemagne, la France, le Brésil ou l'Australie, revendiquent au contraire un contrôle territorial puissant, c'est-à-dire la capacité de recouvrer leur souveraineté en maîtrisant les pratiques d'Internet au sein de leurs territoires respectifs, tout en surveillant idéalement le reste du Monde (l'exemple de la NSA est symptomatique de cette tendance, mais ne la résume pas). Enfin, une multitude de pratiques intermédiaires, individuelles et collectives, réticulaires et territoriales, profite de

cette liberté pour se faire entendre, développer des dispositifs inédits (Wikipedia, crowdfunding...) ou en abuser (spam, pornographie involontaire, phishing, manipulation des plateformes ouvertes...). »

Cette vague de critiques a été baptisée par le philosophe Bernard Stiegler, lors de plusieurs conférences et interviews données fin 2013, « blues du Net ». « Ces communautés découvrent tout à coup que l'Internet a des aspects extrêmement toxiques, explique-t-il **au blog Lois des réseaux en septembre**. « Par exemple, lorsque l'on voit ce que révèle Snowden, on découvre que la possibilité même du secret semble disparaître avec la numérisation généralisée du quotidien. (...) Et sur le plan diplomatique, la publication de câbles et de données diplomatiques par Wikileaks – par un pompage de données que rend possible l'Internet – qui a été présentée comme une chose positive, est aussi et littéralement une explosion des conditions de la diplomatie classique, c'est-à-dire de ce qui sert à éviter la guerre, poursuivait le philosophe. Pour moi, la publication des câbles diplomatiques comporte sans le moindre doute une dimension positive, mais il ne faut surtout pas se dissimuler que c'est aussi un changement dangereux. »

« Effectivement, il y a un blues, un petit moment de déprime, la nostalgie de quelque chose que nous avons été nombreux à espérer et qui ne s'est pas réalisé, une liberté perdue », confirme à Mediapart Daniel Kaplan, délégué général de la Fondation pour l'Internet nouvelle génération (Fing) et membre du Conseil national du numérique (CNNum). « Internet, tout comme le Web, a grandi, grossi et s'est industrialisé. Il a également connu des processus de recentralisation et de re-hiérarchisation des pouvoirs. Il a changé à un point que je connais aujourd'hui très peu de gens capables d'expliquer comment il fonctionne exactement. »

« On pouvait espérer que tout ça aurait des effets sur l'économie ou la société, rappelle-t-il. Des effets au sens des conséquences pratiques, matérielles sur notre vie quotidienne et nos relations, oui il y en a eu. Mais quel est le sens de tout ça ? Internet a-t-il donné

naissance à quelque chose modifiant en profondeur non pas les pratiques mais le sens des choses ? Le monde est-il plus sûr ? Est-il plus beau ? Sommes-nous plus riches ? Non. Sur certains de ces sujets, le numérique a même accru le problème : les crises financières, le high frequency trading, la NSA, les sites de recrutements islamistes, le marketing agressif type “big data”. »

« L’erreur vient peut-être de l’espoir naïf, que nous avons été nombreux à partager, que changer l’infrastructure allait changer le système », reconnaît-il. « Le cœur du blues est là : “tout ça pour ça.” C’était, en gros, le rêve libertarien. Mais tout ne s’est pas bien passé. Il y a toujours des gens qui veulent des choses. Or, il a fallu des gens pour construire cet Internet, pour tirer les câbles, installer les routeurs... Il s’est ainsi relié au monde. Nous nous sommes laissés bercer par l’espoir totalement illusoire qu’avec une nouvelle infrastructure on allait changer les choses, sans faire de politique. Deux questions sont liées à ce constat : est-ce qu’Internet ressemble à ce qu’il était au début ? La réponse est à l’évidence non. L’autre question est donc : “que faisait-on tout ce temps ?” ou “pourquoi n’avons-nous rien fait ?” »

« Ce n’est pas un problème d’Internet, c’est un problème politique »

Cet accablement n’est cependant pas partagé par tous et commence même à en agacer certains. Au mois de mai, deux personnalités du Net français aux idées généralement opposées, Laurent Chemla, informaticien, hacker et pionnier de l’Internet français, et Éric Walter, secrétaire général de la Hadopi et ex-conseiller de Nicolas Sarkozy pour le numérique, ont cosigné dans *Libération* une tribune intitulée **« Internet : les héros sont fatigués »**. « À force de lire les tribunes des uns et des autres, on finirait par y croire : c’est la fin de l’utopie numérique, la mort de l’Internet collaboratif, le déclin du village global au profit des mégacorps planétaires. Nous nous “sommes trompés de bonne foi”, la “longue traîne” n’était qu’utopie, “l’autorégulation du temps des pionniers

n’est plus de mise”, “notre Mai-1968 numérique est devenu un grille-pain fasciste” : ce ne sont là que quelques-uns des titres récents », écrivaient-ils.

« Mais ce discours de peur a toujours été présent ! poursuivaient-ils. On l’entendait du temps des premiers fournisseurs de services en ligne, puis des grands portails internet, quand on prédisait la partition du réseau, l’enfermement des utilisateurs et autres catastrophes numériques. Et ce même exact discours, qui est tenu de nos jours au sujet de Facebook et autres, s’est avéré toujours faux ! Et toujours plus faux au fur et à mesure qu’on a pris conscience que l’espace numérique n’était pas un espace fini et que, quelle que soit la place (démesurée) prise par les géants, il en restait encore toujours autant disponible pour les nouveaux entrants. (...) À quoi bon entreprendre et tenter d’innover quand on n’a aucune chance ? Mais alors à quoi bon les révolutions, les luttes ouvrières, la lutte pour les droits des femmes ou celle des minorités ? Imaginer l’infini est un exercice difficile, mais l’histoire ne manque pas de femmes et d’hommes qui l’ont fait. Nous aurions perdu cette faculté et il n’y aurait rien de plus urgent que de construire des citadelles qui nous protégeront de cette grande peur ? »

En fait, de nombreux hacktivistes, loin de baisser les bras, ont déjà lancé la contre-attaque. Ces derniers mois ont vu naître une foultitude de projets visant à contrecarrer les techniques de surveillance, qu’elles soient militaires ou commerciales, et à renforcer la protection des internautes. L’initiative **You Broke the Internet** (Vous avez cassé Internet) part ainsi du principe qu’Internet est bel et bien cassé. Lancé par des militants du logiciel libre et des hacktivistes, ce projet a commencé par dresser une « carte » des différentes composantes d’Internet pour lister celles qui devaient être réparées, voire remplacées.

Le 5 juin, à l’occasion de l’anniversaire des premières révélations d’Edward Snowden, un collectif d’ONG et de sites internet a lancé l’initiative **Reset the Net** (Réinitialisez Internet), proposant notamment aux internautes **une série de logiciels** pour protéger leurs communications.

Les révélations d'Edward Snowden ont été un électrochoc pour la communauté des informaticiens et plus particulièrement des hackers qui, pendant longtemps, sont restés à l'écart du débat public. Les questions de démocratie, de politique, de relations avec les journalistes ou plus généralement avec le grand public sont devenues centrales dans les différentes conventions de hackers, **comme à OHM2013**, qui s'était tenu aux Pays-Bas l'été dernier. « *Aujourd'hui, tous les hackers considèrent que leurs problèmes ne sont pas seulement techniques mais aussi politiques* », explique Okhin, hacker membre du groupe Telecomix, ayant notamment apporté son soutien technique aux populations lors des révolutions arabes. « *Par exemple, aujourd'hui, la Quadrature du Net peut travailler aussi bien avec les **Engraineurs** qu'avec Act Up sur Acta. Au 30C3, il y a eu une sur-demande de talks pour la scène politique.* »

Lors de la **6^e édition du festival Pas Sage en Seine (PSES)**, qui s'est tenue fin juin dernier à Paris, il y avait une conférence sur ce thème intitulée « **Make data love, not cyberwar** ».

« *Non, Internet n'est pas mort. Internet a changé. Nous sommes passés à l'Internet de l'image et de l'information instantanée, du partage* », explique Okhin à Mediapart. « *Les sociétés changent, les sociétés évoluent. Et c'est tant mieux. Si l'on se souvient du 1984 d'Orwell, ce que voulaient l'État et Big Brother, c'était justement une stagnation. Il faut une évolution.* »

« *Dans ce pessimisme, dans cette attitude blasée, y a un truc qui me dérange* », poursuit-il. « *Comment en est-on arrivé là ? Comment avons-nous pu donner autant de pouvoirs à des entités, des institutions, des entreprises pour faire de telles choses ? Normalement, en démocratie, un contrôle doit être assuré par les gouvernements au nom des citoyens. Mais nous avons laissé créer ces choses. Nous avons abandonné tout contrôle sur des sortes d'États à l'intérieur des États. Donc, si le problème est que nous avons laissé faire, ce n'est pas un problème d'Internet, c'est un problème politique.* »

Pour cet hacktiviste, la NSA n'est pas le problème principal. « *Il faut tout d'abord analyser les menaces. La NSA est-elle notre ennemie ? Si oui, dans ce cas, tout ce que tu peux espérer faire, c'est la ralentir. Pour le citoyen ordinaire, le problème, ce n'est pas la NSA, c'est Google et Facebook qui collectent des données en masse dans le but d'analyser et de prévoir nos comportements. La NSA n'est pas une machine. Et au final, elle n'est pas aussi efficace que ça. J'ai plus peur de la police du copyright ou des applications qui te traquent... Quand tu lis les pages Facebook des gens, tu entres un peu dans leur tête. La NSA se moque que machin soit allé boire une bière avec des copines. Par contre, ça peut intéresser certains de ses proches. Le danger, ce n'est pas la NSA ou le GCHQ, c'est ton ex sur Facebook.* »

Selon Okhin, l'explosion des réseaux sociaux ne serait même pas forcément une mauvaise chose. « *De toute manière, Internet n'a jamais été fait pour être secret. Il a été fait, au contraire, pour publier. La force de Twitter, par exemple, ce n'est pas le RT, comme on l'entend souvent, mais le follow, car il permet à n'importe qui de se connecter de manière unilatérale à des sources d'information. C'est un réseau social asymétrique.* »

[[lire_aussi]]

Comme beaucoup d'autres, ce hacker appelle sa communauté à s'ouvrir aux « *noobs* », aux débutants, et à ne pas forcément attendre que ce soient eux qui se mettent à utiliser des outils de sécurisation parfois encore trop complexes.

« *Internet reste un lieu d'innovation incroyable, où tout peut s'exprimer, reconnaît également Daniel Kaplan. D'ailleurs, sinon, pourquoi les gouvernements prendraient-ils autant de lois pour essayer de le contrôler ? Nous sommes encore très loin du point où ça casse. Malheureusement, il y a un monde politique et citoyen terrible. Aujourd'hui, ce blues du Net est avant tout celui d'une société entière vide de sens.* »

« *Mais je suis convaincu qu'il existe un chemin, poursuit Daniel Kaplan pour qui, aussi, la solution est avant tout politique. Comment peut-on essayer de*

discuter et viser des objectifs communs ? Nous avons beaucoup de mal notamment parce que nous avons un État avec moins de prise sur la société. Cette force peut venir d'Internet qui peut jouer ce rôle. Mais pour cela, il faut une politique visant à distribuer aux citoyens du pouvoir d'agir, de leur donner la capacité à faire des

choses. Pour moi, actuellement, le seul exemple positif est Wikipedia. Nous pourrions avoir 10-20 Wikipedia. Mais pour cela, il faut accepter que c'est gratuit, que c'est libre, que ça va tuer les encyclopédies, et donc détruire de l'emploi... Pour certaines personnes, ce sera inacceptable, et donc il faudra qu'on se frite. »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.